

L'UTOPIE AU 21^e SIÈCLE

Kostas Vergopoulos

Université Paris VIII

L'UTOPIE AU 21^e SIÈCLE

Resumé: Quel peut être le sens de l'utopie au 21^e siècle? Serait-il différent de celui que nous avons connu au cours des deux siècles précédents? Sans doute, le terme de l'utopie indique le désir de vivre dans un monde différent, autrement dit le désir du changement social, et par conséquent le terme de l'utopie désigne en permanence la question du changement social à toutes les époques. Il n'y a pas de raison de s'imaginer que ce désir ait pu changer dans sa substance à notre siècle par rapport à ce qu'il fut au cours des siècles précédents. Cependant, dans la notion de l'utopie, on distingue d'une part son contenu générique qui ne change pas, d'autre part les moyens d'y parvenir qui certes peuvent changer suivant l'époque. Si le désir d'un monde différent fut toujours aussi intense, les moyens et les voies d'y parvenir n'ont pas été toujours les mêmes.

Mots-clés: Utopie, changement social, 21^e siècle.

UTOPIA IN CENTURY 21

Abstract: What can be the meaning of utopia in the XXI century? It would be different from what we had over the last two centuries? No doubt, the term Utopia indicates the desire to live in a different world, in other words, the desire for social change and therefore the category utopia means the continuing of the social change at all times. There is no reason to imagine that this desire has been able to substantially change in our century, compared to what was in the course of previous centuries. However, the concept of Utopia, distinguished its generic content that does not change, on one hand; and on the other, the means to achieve it, they can certainly change with the seasons. Although the desire for a different world has always been so intense, the means and the ways to achieve it were not always the same.

Key words: Utopia, social change, xxi century.

Recebido em: 04.11.2015. Aprovado em: 06.06.2016.

1 INTRODUCTION

Durant la première moitié du 19^e siècle, l'utopie sociale était une affaire des *élites d'initiés*. Les utopistes se faisaient distinguer par leur action *immédiate*, à savoir sans médiation, visant à réaliser leur rêve *ici et maintenant*, dans un monde *parallèle* par rapport à l'officiel. Des Icarie et des Phalanstères se sont répandus sur la base du volontariat souverain des petites élites *éclairées* largement minoritaires, mais avec l'ambition de concurrencer le monde officiel. Si toutes les expériences utopiques ont été finalement battues, cela fut surtout le résultat de la concurrence mortelle avec les formes officielles plutôt qu'à cause de la répression. Les militants utopistes se sont trouvés désemparés avec l'échec de la Commune de Paris (1871). La conclusion que les marxistes ont tirée de l'échec de la Commune fut qu'elle avait sous-estimé et négligé la question de la conquête de l'Etat. Ce qui par la suite devait orienter l'utopie du 20^e siècle à centrer tous ses efforts à la conquête préalable de l'Etat. L'utopie des élites du 19^e siècle devait ainsi céder sa place à l'utopie centrée à la conquête de l'Etat, l'utopie d'Etat.

A côté des formes de l'utopie *immédiate*, au cours de la deuxième moitié du 19^e siècle et surtout de la première moitié du 20^e, des formes de l' *utopie scientifique et réaliste* ont vu le jour: des utopistes qui ont soumis la réalisation de leur désir à la conquête préalable du pouvoir. Cet objectif a imposé la forme *parti politique*, avec l'engagement des citoyens et l'organisation et la discipline du *centralisme démocratique* qui en découlent. Dans les deux cas, celui de la réalisation immédiate et celui de la forme parti visant la conquête préalable du pouvoir, l'utopie interpellait ses militants et cela supposait dans les deux cas des élites et des avant-gardes *éclairées* dont la légitimation imaginaire renvoyait à la défense des intérêts du peuple et de la classe ouvrière. Or dans les deux cas, les *utopies éclairées* n'ont pas pu dépasser l'horizon de leurs initiés, tandis qu'elles n'ont pas manqué de se faire disqualifier, aux yeux du grand public, comme des *utopies meurtrières* ou dans tous les cas comme des utopies des élites ou des initiés et, par conséquent, non forcément démocratiques pour tout le monde.

2 L'UTOPIE AU 21^e SIÈCLE

Depuis le début du 21^e siècle, on assiste à l'épanouissement des nouvelles formes de l'utopie, notamment l' utopie de masses par opposition à celles des minorités éclairées et d'Etat qui ont marqué les 19^e et le 20^e siècles. Les citoyens de notre époque sont interpellés pour défendre un mode d'organisation de la vie sociale pour tout le monde et non seulement pour des petits cercles des élites ou des initiés. L'utopie de notre époque ne concerne plus l'homme en général, mais plus précisément le citoyen en tant membre de l'ensemble de la

cité. Les moyens pour y parvenir ne sont plus la conquête préalable du pouvoir ni la construction des îlots de *contre-société*, mais la mobilisation de l'ensemble des citoyens à travers la réalisation du jeu démocratique. L'utopie de notre époque se résume aux mots d'ordre *Démocratie et dignité* avec accès pour l'intégralité des citoyens. Elle est portée par les vagues de la nouvelle radicalisation des masses qui commence à émerger depuis la manifestation des premiers mouvements radicaux contre la mondialisation, à savoir depuis la fin de l'année 1999 et le début du 21^e siècle.

Cependant, qu'est-ce que radical et qu'est-ce conservateur à notre époque? Karl Marx (1844) définit comme *radicale* toute pensée qui saisit les phénomènes *par leur racine*. A chaque phase de l'histoire, est radical tout ce qui modifie les conditions de fonctionnement de la société et pose les enjeux sociaux sur les bases nouvelles. Au cours de Mai 68, le discours radical fut marqué par le simple rappel que l'homme n'est pas seulement un élément quantitatif intégré au capitalisme, mais il constitue aussi un sujet avec des besoins vitaux, comme ceux de la qualité de vie et de l'abolition de l'aliénation. L'homme et la société ont le droit inaliénable de se chercher, de se créer et de s'identifier. Des hommes radicaux et des artistes éccentriques ont toujours existé à toutes les époques. De même, à tout instant, existent aussi des groupes, des avant-gardes, des élites fussent elles réelles ou imaginaires. Cependant, le radicalisme social et populaire consiste en quelque chose de bien spécifique qui se manifeste avec une périodicité suivant le mouvement de l'histoire. Au cours de cette dernière, il existe des phases de haute intensité et d'accélération, tout comme il existe aussi des phases de ralentissement de relâchement. La radicalisation populaire surgit toujours de manière inattendue, par des endroits, des voies et à des moments surprenants. Lorsque tous les chemins sont fermés et l'ordre établi se sent en sécurité, c'est en ce moment que le malaise social se manifeste par des voies les plus inattendues et avec des revendications les plus improbables et les plus imprévues. Chaque fois que les rendements de l'argent se croient assurés et stabilisés, l'explosion sociale est à l'oeuvre et se précipite. Les hauts rendements financiers n'ont jamais été un bon signe pour la stabilité, l'avenir et la capacité de se reproduire du système que les réalisaient. Plus les maîtres de l'argent se sentent rassurés et plus ils s'exposent à la débauche, aux excès, avec comme conséquence l'approfondissement de la misère sociale et la croissante instabilité sociale. C'est par sa nature que l'enrichissement sauvage, la concentration des richesses non par voie de création, mais par voie de transfert et de confiscation, comme cela se passe aujourd'hui, ne nourrit autre chose que le désarroi et l'explosion sociale.

Le cycle de l'instabilité a été vérifié dans

l'histoire au cours des deux derniers siècles. La formation de l'oligarchie financière depuis 1830 en Europe, sous l'impulsion du mot d'ordre *enrichissez vous* du Premier Ministre français François Guizot (1787-1874), a préparé le terrain pour l'avènement du Printemps de Peuples (1848), non seulement en France, mais pour l'ensemble du vieux continent. L'interpénétration entre les milieux d'affaires et les hommes politiques a suscité le désarroi profond chez les classes populaires. Les conquêtes sociales concédées à partir de 1850 par Louis Bonaparte (reconnaissance et légalisation du droit de s'associer et de faire grève, les inspections des conditions du travail) n'ont pas réussi d'amortir le caractère explosif du paysage social du 19^e siècle. Le retour de la débauche financière au cours du 2nd Empire français a rigoureusement préparé le terrain pour l'explosion de la Commune de Paris (1871). Une foule des *damnés sociaux* s'est installée au devant de l'histoire, prenant de court tous ceux qui prétendaient avoir le monopole de la représentation et de la gestion du désarroi social.

À la fin du 19^e siècle, plusieurs s'empressaient à rassurer que les idées de K. Marx (1844) étaient déjà *dépassées*. Cependant, l'ébullition sociale n'avait pas cessé, comme cela s'est manifesté avec ce qui a suivi à partir de 1914.

Depuis l'époque *fin de siècle*, restée dans l'histoire comme la *Belle Époque* (1880-1900), le monde a pris conscience du rôle des banques et des bourses dans l'organisation du désarroi des sociétés. Il a été nécessaire qu'un certain Rudolf Hislerferding surgisse pour rendre clair que le stade suprême du capitalisme n'est pas la concentration du capital et de la production, mais bien au contraire le parasitisme du capital financier et la décomposition des systèmes productifs. Il a été nécessaire qu'un certain Lenine surgisse pour montrer que, contrairement aux croyances du début du 20^e siècle, l'internationalisation du capital n'abolit pas les nations, mais que ces dernières constituent des chaînons incontournables et nécessaires dans la constitution de sa chaîne mondiale. Pour montrer aussi que tant que les rendements économiques diminuent et la prospérité sociale se dégrade, les rivalités et antagonismes parmi les nations ne régressent pas, mais au contraire s'accroissent. Au cours des périodes de prospérité, les antagonismes parmi les nations reculent, peuvent paraître comme escamotés et le système international comme unifié et fonctionnel, tandis qu'au cours des périodes de récession, ces antagonismes rebondissent et s'accroissent.

Le problème idéologique de chaque époque ne consiste pas tellement en la capacité des classes hégémoniques de convaincre et d'orienter les sociétés, mais bien au contraire en leur capacité de se trouver en connection avec elles dans toutes les phases, de les suivre en participant à leurs mutations sans se limiter à rester à la marge de toute évolution.

Le radicalisme social d'aujourd'hui ne procède pas tellement d'une idéologie, mais surtout des conditions de vie et du désarroi social, c'est à dire de la vie elle-même, et fait partie directement des évolutions sociales, sans la nécessité de médiation tant des idées que des personnes. Le front idéologique de chaque époque ne découle pas des idées, encore moins des idéologies, mais essentiellement de l'attitude des hommes devant la vie.

À notre époque, il existe un sentiment diffus selon lequel les sociétés sont installées dans une impasse. Que les sacrifices sans fin imposés dégradent la dignité, les libertés, les conditions matérielles et spirituelles de la vie contemporaine, sans de l'autre côté assurer des perspectives, de visibilité et de viabilité pour personne. L'ouvrage de Thomas Piketty *Le capital au 21^e siècle* montre bien chaque fois que les inégalités se creusent dans l'histoire, comme aujourd'hui, cela n'améliore pas la qualité de fonctionnement du système économique et social, mais au contraire cela le dégrade. Le 1% de la population en antagonisme frontal avec le restant 99%. Les mouvements de résistance qui se manifestent depuis décembre 1999 (Seattle) - Mouvement contre la mondialisation, Forum Social Mondial (FSM), Mouvements Occupy aux États Unis de Wall Street jusqu'aux places publiques de Barcelone, Madrid, Athènes - ne sont que les signes prémonitoires pour tout ce qui à présent est en gestation dans les sociétés considérées comme *développées*. Le rôle principal dans ces événements est assuré non par des quelques personnes *éclairées* ou *illuminées* qui connaissent d'avance où diriger les foules, mais par les victimes mêmes des options actuelles de nos sociétés: chômeurs, jeunes, *déchets* humains massivement rejetés aux marges des sociétés par les nouveaux prédateurs des richesses sociales, par la concentration de ces richesses dans les mains des minorités toujours plus réduites.

Les sociétés de notre époque ont cessé d'intégrer, ayant ainsi perdu toute capacité d'extension et de reproduction. Au contraire, elles ne font qu'exclure des couches sociales toujours plus importantes, ce qui réduit forcément leur capacité de reproduction systémique. Cela les rend forcément toujours plus dysfonctionnelles, toujours plus fragiles et toujours plus vulnérables. Au lieu de la paix sociale annoncée, le capitalisme du 21^e siècle installe la société dans un état d'exception permanent, dans une croissante incertitude et préoccupation concernant d'avenir immédiat des citoyens. Personne aujourd'hui, au delà du 1% de la population, ne peut se considérer en sécurité en ce qui concerne son avenir le plus immédiat. Au contraire, le système dominant en désarroi officialise et théorise le sentiment d'insécurité de ses propres citoyens comme une condition de leur survie. Cette situation n'a jamais existé dans l'histoire.

C'est la première fois que les acquis sociaux du monde du travail sont portés à la concurrence avec les conditions de misère des pays asiatiques et africains. Cela n'était nécessaire ni utile pour aucune des parties en concurrence, ni pour le capital ni pour le monde du travail, ni pour les pays *développés* ni pour les pays *en développement*.

La réalité du 19^e siècle est de retour et envahit notre époque: le système du capital, tout en promettant l'avenir, marche toutefois à reculons vers son passé. Les tristement célèbres *réformes structurelles* ne stabilisent pas le tissu social, mais au contraire le déstabilisent profondément, irrémédiablement et le détruisent. Elles portent atteinte surtout aux couches et classes moyennes, puisque c'est en premier lieu sur elles qu'est reporté le coût de l'ajustement hypothétique. Tandis qu'en parallèle, le 1% de la population récupère de ce fait des bénéfices déloyaux. La polarisation sociale s'accroît et dépasse aujourd'hui ses tristes performances de la période 1920-1930.

Paradoxe de notre époque: tandis que le champ social devient de plus en plus explosif, la Gauche Européenne n'enregistre pas des progrès, mais au contraire voit son influence fléchir. Avec l'exception de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, la Gauche Européenne marque partout ailleurs le pas ou se trouve en régression dans le vieux continent. En France, certains annoncent sa probable *fin historique*. Sa composante socialiste se trouve déjà en décomposition. De l'autre côté, la Gauche de la Gauche se fait de moins en moins entendre au devant de la scène politique française.

Incontestablement, les formations politiques de la Gauche, soit de sa tendance réformiste soit de sa tendance révolutionnaire, sont en train de perdre leur capacité de séduction surtout auprès des jeunes, n'emballant plus les citoyens. Cependant, il est aussi incontestable que la société ne se rend pas aux projets du monde de la finance, mais elle s'engage de plus en plus dans des nouvelles formes de désobéissance et d'insoumission. De la faiblesse actuelle de la Gauche Européenne, l'extrême Droite capitalise avec des promesses *anti systémiques* qui sont essentiellement destinées à rétablir l'ancien système aujourd'hui en crise dans sa version la plus autoritaire.

S'il est vrai aujourd'hui la Gauche politique est en perte de vitesse et en train de périr, le radicalisme social ne suit pas pour autant, mais au contraire il se présente en état d'ébullition permanente. Dans les cas espagnol, grec et portugais le rôle des mouvements sociaux et citoyens s'avère déterminant. En Espagne, Podemos se présente comme un pur produit des mouvements sociaux à partir des mobilisations des indignés des places publiques et avec des références explicites aux mouvements internationaux qui se manifestent depuis le début de ce siècle (2001), des mouvements comme le Forum Social Mondial parti de Seattle des

Etats Unis et le mouvement Occupy parti également des villes américaines (Zuccotti Park, New York).

En Grèce, le parti Syriza s'est ouvert depuis ses débuts aux mouvements contestataires des jeunes et des citoyens, malgré ses hésitations et résistances intérieures. Les Podemos réussissent à donner au problème économique sa dimension politique et sociale. Dans la crise générale actuelle, ils mettent en avant surtout les questions de la démocratie, de la dignité et de la justice sociale. Ils ne cherchent pas à réaliser une utopie dans un monde parallèle ni à se servir du pouvoir pour imposer des transformations à la société, mais ce qu'ils cherchent c'est surtout le changement par en bas et pour l'ensemble de la société avec la mobilisation et la participation des masses. Aucune prescription économique sans respect du triptyque *démocratie – dignité – justice*. Des marches citoyennes de dignité partout. Leur perception des problèmes sociaux dépasse de loin celle de la Gauche *classiste* traditionnelle. Cette dernière se trouve aux prises avec l'épuisement de sa capacité de séduire les citoyens et la société, avec par conséquent sa croissante incapacité de correspondre aux besoins de la société de notre époque.

En Grèce, la lutte pour le maintien des biens publics et sociaux, pour l'accès libre aux bords du littoral et la mise en valeur des ressources naturelles ne concerne pas seulement une seule classe sociale, mais la grande majorité des citoyens et de la société. Lorsque le pouvoir est exercé abusivement par une oligarchie aux dépens de la grande majorité des citoyens, le radicalisme de notre époque élargit son caractère de classe et s'ouvre à l'ensemble de la société, à toutes les classes sociales, pour revêtir un caractère quasiment *supra-classiste, populiste, attrape tout*, ce qu'il l'expose aux critiques traditionnelles. Cependant, lorsqu'une petite oligarchie déconstruit et détruit l'ensemble de liens sociaux au nom de la maximisation des rendements financiers, le radicalisme consiste à la défense de la société et de ses liens constitutifs, à la défense de la vie et de la dignité de ses citoyens. Si la référence aux notions du *peuple* et de *société* devrait renvoyer automatiquement à l'accusation du populisme, il pourrait aller de même avec toute référence à la *démocratie*, à la *dignité citoyenne*, à la *justice sociale*. Peut être qu'à notre époque, comme les fondamentaux des sociétés sont touchés et menacés, un nouveau populisme devient d'actualité. Peut être que cela explique la perplexité et l'aphonie de la Gauche traditionnelle, ainsi que son incapacité de se faire entendre dans les circonstances actuelles. De toute façon, il ne serait pas la première fois qu'une telle incapacité se manifeste: les voix radicales du 19^e siècle, celles qui exprimaient leur dégoût par rapport à l'hypocrisie bourgeoise de leur époque, n'ont pas manqué de voir traité également d'*utopistes*, sous le justificatif que leur discours ne faisait pas de référence aux classes sociales.

Cependant, cela n'a pas empêché ces voix *non classistes* de refléter bien l'horreur sociale de leur époque ni de mettre le mouvement de l'histoire en marche.

3 CONCLUSION

Le concept théorique de la société bourgeoise se distingue bien de son fonctionnement pratique. Antonio Gramsci (1978) a bien montré que la théorie ne suffit pas, les conditions de la crise ne suffisent pas, car il y a encore la nécessité incontournable de la constitution d'une nouvelle alliance sociale sur la base d'une idéologie adéquate. Sans la *conviction commune* du changement dans la conscience de la grande majorité sociale, rien ne peut changer et rien ne change. Le nouveau radicalisme populaire pose exactement d'en bas la question de la nouvelle conception sociale qui concerne non seulement une partie ou segment de la société, mais essentiellement sa grande majorité. Toutes les séquences massives de l'histoire, soit révolutionnaires soit réformistes, ne portaient pas au départ de détermination classiste, même si par la suite l'ont acquise.

Pourquoi aujourd'hui faudrait-il exiger comme préalable à toute accélération sociale quelque chose qui n'a jamais préalablement existé dans l'histoire? Dans les conditions de crise généralisée, tout change, même les plus fondamentaux. Les éléments quantitatifs se transforment rapidement en qualitatifs, les critères classistes en critères supra-classistes vu qu'ils concernent tout le peuple et l'ensemble de la société. Lorsque la société toute entière s'installe dans un état d'exception, la fixation à une exclusive détermination de classe ne fait pas avancer la radicalisation sociale, le radicalisme des masses, mais au contraire les ralentit. En dernière analyse, le radicalisme de nos jours c'est l'ouverture à la société et à ses multitudes, tandis que le conservatisme c'est le fermeture, la recherche de la pureté idéologique, la méfiance envers tout qui ne correspond à des schémas préétablis. C'est dans ces circonstances que la notion de l' *intérêt social* quitte le monde des idées pures pour prendre chair et os, pour s'incarner dans la réalité sociale vivante.

RÉFÉRENCES

GRAMSCI, A. **Cahiers de Prison 1929-1935**. Paris: Editions Gallimard, 1978.

MARX, K. **Manuscrits**. Paris: Editions Sociales, 1844.

Kostas Vergopoulos

Economista
Doutor em Economia pela Sorbonne University - Paris
Professor de Economia pela Université Paris VIII
E-mail: kvergo@gmail.com

Université Paris VIII

2 rue de la Liberté - 93526 Saint-Denis/France